

# Des idées pour combattre le populisme en Europe

► Brexit, migrants, euro, valeurs : face aux crises qui la secouent, l'Union européenne est en panne de projets et tentée par le repli national

► Comment l'UE peut-elle rebondir ? « Le Monde » et plusieurs journaux ont interrogé six intellectuels et Martin Schulz, président du Parlement européen

► Symbole de ce qui fut une Union conquérante, Erasmus, le programme d'échange étudiant, a 30 ans

## Bruxelles en panne d'idées

Brexit, immigration, montée des populismes, l'Union est plongée dans un désordre dont ses dirigeants sont conscients. Ils réagissent en se mettant en retrait. L'heure n'est plus aux grands projets. Comment rebondir ?



« nous ne sommes pas assez fiers de ce que nous avons réalisé ».

C'est tout. L'anniversaire de ce que le président de la Commission européenne a qualifié de « moment décisif dans l'histoire de l'Europe moderne » n'a été marqué par aucune célébration. Inutile de se voiler la face : loin d'inspirer la fierté, l'euro est en crise, l'une des plus dures que l'Union ait eu à affronter. Les autres crises – Brexit, défi populiste, absence de solidarité sur les réfugiés, ascension de la Russie – ne sont guère plus légères.

L'UE est plongée dans un désarroi dont ses dirigeants sont conscients. Ils réagissent en se mettant en retrait. L'heure n'est pas aux grands projets géostratégiques. C'est plutôt le moment de se défendre. L'humilité est de rigueur. Se mettre d'accord sur plus de sécurité et de protection des frontières, c'est possible ; parvenir à un consensus sur

une vraie politique migratoire apparaît comme un vœu pieux.

De nombreux Européens déplorent ce retrait. C'est justement maintenant, pourrait-on penser, que l'UE devrait formuler des projets, vendre la coopération européenne comme indispensable, se montrer offensive et passionnée. Mais pour Janis Emmanouïlidis, du think tank European Policy Center, « avancer des idées neuves qu'on serait incapable de mettre en œuvre » n'apporterait rien.

La réserve bruxelloise, en réalité, n'est pas nouvelle. Dès son arrivée, en 2015, la Commission Juncker a mis l'accent sur la subsidiarité : ne s'occuper que de ce qui est important et laisser le reste aux Etats. Moins réguler pour mieux réguler. Au grand dam de nombreux parlementaires, elle a tenu sa promesse. Moitié voulue, moitié imposée par les circonstances, cette réserve

**L**e 9 décembre 2016, jour du vingt-cinquième anniversaire du sommet de Maastricht qui devait donner naissance à l'euro, Jean-Claude Juncker a tenu l'un des discours les plus ternes de sa carrière. Après quelques anecdotes convenues, il a redit que

donne l'image d'une Europe qui ne sombre pas, mais qui est engluee dans une longue phase de consolidation. Les conséquences s'en font sentir dans les principaux domaines politiques.

## L'euro

La monnaie unique devrait être le pont entre l'union économique et l'union politique. Mais loin d'être achevé, le pont est toujours en construction. Elle est pourtant déjà loin, cette nuit de la Saint-Sylvestre 2001 où les Européens ont pu retirer les nouveaux billets dans les guichets automatiques. L'union politique reste presque hors de portée. Comment pourrait-il en être autrement si même la politique économique et monétaire n'est pas unifiée ?

Faute de progrès rapides, la crise de la monnaie unique n'en finira jamais. Mais les gouvernements de la zone euro ont peur d'effrayer leurs électeurs et les marchés financiers et, surtout, ont des stratégies opposées. Au sud des Alpes, les Etats membres plaident pour plus de communauté avec, notamment, une forme d'assurance-chômage. Au nord des Alpes, on refuse cette corresponsabilité, ainsi que la garantie des dépôts bancaires commune.

L'assurance-chômage et la garantie des dépôts seraient indispensables pour un espace économique et monétaire fort. Pourtant, les Etats du Nord ont cet argument de poids : avant que la communauté ne se porte solidaire, les risques doivent être réduits, notamment ceux des bilans bancaires. Le problème est que tant que ces deux écoles existent et aussi longtemps que leurs défenseurs s'opposent, l'euro reste vulnérable.

Le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, ne cesse de lancer des mises en garde contre une nouvelle crise. Il est l'un des auteurs du *Rapport des cinq présidents* qui, publié en juin 2015, définit les progrès à accomplir pour parvenir à l'union économique et monétaire d'ici à 2025. Comment une telle union serait gérée ? La question reste ouverte. Le projet évoque un vague concept de gouvernement économique européen.

Malheureusement, de telles propositions ne sont pas discutées en tant que concept global, mais atterrissent sur l'ordre du jour de manière ponctuelle. Une question revient régulièrement : faut-il un ministre des finances de la zone euro ? En novembre, le commissaire européen Pierre Moscovici a qualifié son administration de « *sorte de ministre des finances de la zone euro, un ministre collectif, bien sûr* ». Le débat a tourné au vinaigre avec Jeroen Dijsselbloem, président de l'eurogroupe, qui a souli-

gné qu'il y avait toujours 19 ministres des finances de la zone euro. Et le ministre allemand Wolfgang Schäuble a abandonné Pierre Moscovici en rase campagne. Ce n'est pourtant pas la seule idée qui mériterait un vrai débat.

## L'environnement

L'environnement a été à un moment la grande idée de l'Union. L'Europe conçue comme projet pacifiste ne constituait plus un argument de vente pour les jeunes générations. Il y a dix ans, David Miliband, alors étoile montante du Labour britannique, voyait dans l'environnement la question la plus à même de reconnecter les citoyens et les dirigeants européens. « *L'environnement, écrivait-il, est une cause en quête de champion. L'Europe une championne en quête de cause.* »

L'Europe était une championne naturelle de l'écologie. Dès 1996, le conseil européen de l'environnement avait adopté l'objectif de limitation du réchauffement climatique à 2 °C, sur l'insistance d'une ministre allemande alors assez peu connue, Angela Merkel. L'UE avait déjà adopté plusieurs directives, pour nettoyer les plages, limiter les pollutions industrielles et protéger plus de 1500 espèces animales et végétales.

Mais la crise économique et la quête désespérée d'emplois ont vite éclipsé les rêves d'une union environnementale. L'échec du sommet de Copenhague, en 2009, a entamé la crédibilité de l'Union. Fondé sur l'industrie du charbon et de l'acier, le projet européen a toujours peine à tenir ses audacieux engagements. Jabez Potocnik, commissaire à l'environnement de 2010 à 2014, regrette que, au lieu de mettre toutes ses ressources au service de l'avenir, l'Europe soit plus préoccupée par « *la défense des intérêts passés et particuliers* ».

Rien n'illustre mieux cet échec que le scandale Volkswagen, qui a révélé la fraude de l'une des plus grandes entreprises d'Europe sur les tests d'émission de gaz. Comment, s'est demandé M. Potocnik, VW pouvait-elle être « *aussi irresponsable et fondamentalement stupide* » ? L'ancien commissaire nie cependant que l'Europe soit à court d'idées : pour lui, la rareté des ressources et l'interdépendance de la vie moderne rendent le modèle européen de souveraineté partagée incontournable.

## Les valeurs

Si l'Europe, malgré ses crises, reste un havre de prospérité et de paix, elle perd du terrain sur les valeurs. Plus peut-être que le Brexit, l'accord de mars 2016 entre Ankara et l'UE visant à renvoyer

en Turquie des réfugiés arrivés en Grèce a créé un profond malaise.

Il a, certes, permis de stopper net le flux des migrants sur la « route des Balkans » et, probablement, de sauver l'espace Schengen. Mais il a été signé au prix d'un sérieux accroc aux valeurs cardinales d'ouverture et d'accueil : pour éviter d'avoir à accueillir des populations fuyant des zones de guerre, l'Union a préféré verser plusieurs milliards d'euros au gouvernement islamo-conservateur turc. Les Etats membres ont aussi préféré s'abstenir de condamner frontalement les graves atteintes aux libertés et la dérive autocratique du président Recep Tayyip Erdogan.

Si nombre d'ONG et de partis de gauche et du centre ont dénoncé cet arrangement, d'autres l'ont défendu au nom de la *realpolitik*, y compris la Commission de Bruxelles. L'Europe avait-elle le choix, alors qu'une partie du « club », la Hongrie et la Slovaquie en tête, refusait

d'accepter les quotas de réfugiés fixés par Bruxelles à l'automne 2015, afin de soulager la Grèce, l'Allemagne, la Suède ou le Danemark ? Allait-elle prendre le risque de laisser les partis d'extrême droite europhobes instrumentaliser la crise des migrants ?

## L'élargissement

L'Europe ne pêche plus par naïveté, elle sait être cynique quand ses intérêts sont en jeu. Ce changement d'attitude vaut aussi pour la politique d'élargissement. Plus question de s'engager dans un nouveau processus d'adhésion avec un pays tiers : l'Union à 28, souvent perçue comme ingérable, veut marquer une pause. Sept pays sont en cours de négociation (Turquie, Monténégro, Serbie, Albanie, République de Macédoine, Bosnie-Herzégovine et Kosovo).

Dès lors que l'UE ne défend plus bec et ongles à l'international la démocratie, les droits de l'homme et la paix entre les peuples, quel message véhicule-t-elle ? Et quel sens donner à la construction européenne : sa finalité est-elle uniquement désormais de protéger ses sociétés des conflits et périls extérieurs ? Car l'Union est également minée de l'intérieur par certains gouvernements qui contestent ses valeurs fondatrices. En Hongrie, le premier ministre, Viktor Orban, prône une démocratie « illibérale ». Et en Pologne, le parti PiS, au pouvoir depuis fin 2015, prend le contrôle de sa Cour constitutionnelle et ignore délibérément tous les rappels à l'ordre de Bruxelles. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX (« LE MONDE »),  
THOMAS KIRCHNER,  
ALEXANDER MÜHLAUER  
(« SÜDDEUTSCHE ZEITUNG »),  
JENNIFER RANKIN (« THE GUARDIAN »)

Le président du Parlement européen, qui quitte ses fonctions le 17 janvier, constate « un changement de paradigme dans l'UE », où la « génération Orban » a succédé à la « génération Kohl-Mitterrand »

# Martin Schulz

## « La social-démocratie est en péril »

### Entretien

**M**artin Schulz, président du Parlement européen depuis 2012, achève son second mandat le 17 janvier. Possible successeur de Frank-Walter Steinmeier au ministère des affaires étrangères allemand, il sera candidat du Parti social-démocrate (SPD) en Rhénanie-du-Nord-Westphalie aux élections législatives allemandes cet automne.

**Certains voient en vous une figure symbolique des « gens de Bruxelles », de l'establishment européen. Est-ce un problème ?**

Ceux qui me connaissent savent que je ne fais pas partie de l'establishment. Mais permettez-moi une remarque : quand nous nous laissons aller à cette rhétorique anti-establishment, nous apportons de l'eau au moulin des populistes et nous alimentons leur logique de discrédit. C'est contre cela que je me bats.

**Il y a en Europe une tendance à la régionalisation – les États ne voient plus que leur propre intérêt. Mais n'existe-t-il pas aussi à Bruxelles une tendance opposée : beaucoup ne perçoivent pas ce qui va et ce qui ne va pas dans les États-nations ?**

Ceux-là sont très peu nombreux à siéger au Parlement européen, même si l'on y voit aussi trainer quelques rêveurs. Il y a trois groupes : certains tiennent un discours académique sur l'approfondissement de l'UE, d'autres suivent une trajectoire brutale et destructrice. Entre les deux, on trouve une majorité de femmes et d'hommes politiques réalistes. Certains, au sein des appareils bruxellois, sont toutefois largement coupés de la réalité à laquelle les gens sont confrontés quotidiennement.

**Vous dites le projet européen en danger. Qu'est-ce qui est allé de travers ?**

La génération Kohl-Mitterrand s'appuyait sur ce principe : une Europe forte est dans l'intérêt de notre pays. La génération Orban dit : nous devons défendre les intérêts de notre pays contre l'Europe. Comme si nous étions atta-

qués depuis Bruxelles. C'est un changement de paradigme. Au fil des ans, les États-nations n'ont cessé de transférer de nouvelles compétences à Bruxelles, mais la plupart des gouvernements ne l'ont pas expliqué à leurs citoyens. Ils donnent l'impression de continuer à tout décider eux-mêmes. Une fois revenus chez eux, ceux qui viennent d'accepter quelque chose à Bruxelles font comme s'ils y avaient été forcés par une puissance anonyme. Ça, c'est mortel.

**L'euro n'a-t-il pas été une erreur ?**

L'euro est une monnaie stable. Ce qui met la monnaie en péril, ce sont les divergences et les déséquilibres économiques dans la zone euro. Et malgré tout, on parle de supprimer la monnaie, pas d'abolir les disparités. Comme le disait Kohl : vous n'aurez pas d'union monétaire sans union politique. Mais quand on développe ce thème, on se fait traiter d'euro-fanatique – y compris par vous.

**Cette union politique ne verra pas le jour. En toute logique, ne devrait-on pas se séparer de l'euro ?**

Il faut mener cette réflexion à rebours. Évaluer avantages et inconvénients. Voulons-nous revenir aux monnaies nationales, comme l'exige M<sup>me</sup> Le Pen ? Ou bien va-t-on tenter de combler cette faille, l'absence d'union politique susceptible d'encadrer l'union monétaire ? N'importe quelle personne à peu près consciente de ses responsabilités sait qu'une réintroduction des monnaies nationales provoquerait des dégâts collatéraux disproportionnés.

Lors des négociations avec les Britanniques, avant le référendum *[sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'UE, en juin 2016]*, la question centrale était celle d'un veto du Royaume-Uni contre un approfondissement de l'UE. Elle a été réglée par le biais d'un vote souverain. Nous pourrions faire à présent ce qu'il est nécessaire de faire, surtout pour la zone euro. Mais je ne suis pas un illusionniste : je vois les rapports de force réels, qui ne le permettent pas.

**Cela signifie-t-il que tout va continuer à aller de travers ?**

Je vous l'ai dit, nous faisons du surplace. Prenons l'euro. Il suffirait de met-

tre en œuvre tout ce qu'il est possible de faire sans modification des traités pour beaucoup améliorer les choses. La Commission et le Parlement seraient partants, mais au sein du Conseil ce sont les gouvernements nationaux qui font tout échouer. L'Union n'a que la force que lui accordent les États membres.

**Le mécontentement semble considérable à l'Est. Qu'est-ce qui n'a pas fonctionné dans l'élargissement ?**

Imaginons que la Pologne et les Pays baltes ne soient pas dans l'UE – et ce, en

tenant compte de la politique actuelle de la Russie. De quoi parlerions-nous ? Il y aurait une profonde inquiétude sur le continent, et peut-être la peur d'une guerre. D'un point de vue historique, admettre ces pays a donc été une bonne chose, tout comme l'introduction de l'euro. Après, on a sûrement aussi commis certaines erreurs ; mais on ne peut pas retenir le fleuve de l'Histoire.

**Nous sommes-nous suffisamment intéressés à ces nouveaux membres de l'Union ?**

Nous, les Allemands, sommes encore ceux qui les comprenons le mieux, parce que nous avons vécu un phénomène analogue dans les nouveaux Länder. On a sous-estimé la divergence d'évolution des deux moitiés de l'Europe. On ne pouvait pas transposer à l'identique les structures culturelles, économiques et politiques de l'Ouest.

**Si nous voulons comprendre les différences culturelles, devons-nous aussi comprendre que ces États n'accueillent pas de réfugiés ?**

Non. Ils ont ratifié le traité de l'UE en même temps que la Charte des droits fondamentaux, qui accorde la première place à la dignité de l'homme, quelle que soit son appartenance religieuse.

**Le Parlement veut geler les négociations d'adhésion avec la Turquie.**

**Qu'en diriez-vous, en tant que ministre des affaires étrangères allemand ?**

Aucun besoin de poser la question au ministre des affaires étrangères. Je me suis clairement exprimé sur ce point en tant que président du Parlement européen. Les hommes politiques d'opposition, à Ankara, nous demandent ins-

tamment de ne pas rompre le contact. Continuer à discuter est notre seule chance d'exercer une influence et d'améliorer les choses – dans l'intérêt des gens qui vivent en Turquie.

**On ne peut plus parler de démocratie à propos de la Turquie. Peut-on encore expliquer aux citoyens que l'on négocie l'adhésion d'un pays pareil ?**

Oui, parce que nous avons besoin de la Turquie comme partenaire, et parce que nous pouvons exercer un effet tellement positif sur le pays. La Turquie est et demeure un Etat membre de l'OTAN. Elle a des frontières avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Quand je discute avec des gens, ils voient bien cet aspect dramatique. Et chacun sait que je ne garde pas ma langue dans ma poche lorsqu'il est question des évolutions autoritaires en Turquie.

**Le Parlement européen se fait plus remarquer que par le passé. Cela tient-il à votre personne ?**

Quand je suis entré en fonctions, le Parlement n'était pas différent de celui d'aujourd'hui. Il avait les mêmes mem-

bres et les mêmes compétences. Dans mon discours de prise de fonctions, j'avais mentionné parmi mes objectifs la volonté de rendre le Parlement plus audible, plus visible et plus influent. J'aurais dû être plus précis : mon objectif est de rendre plus visible l'immense influence dont dispose déjà le Parlement. Cet objectif, un homme seul n'a aucune chance de l'atteindre. J'ai été soutenu, dans cette tâche, par une large majorité.

**Il y avait une grande coalition, mais beaucoup de choses étaient organisées en petit comité, avec le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, et les chefs de groupes. Cela n'a-t-il pas affaibli le parlementarisme ?**

Bien au contraire. Ça l'a renforcé. Le petit cercle dont vous parlez, c'étaient nos groupes de discussion au sein de la coalition, que l'on juge parfaitement normaux à Berlin, par exemple. L'influence qu'exerce le Parlement doit être intégrée à la structure des traités européens. Vous ne pouvez contrer une décision majoritaire du Conseil qu'avec une majorité qualifiée du Parlement. Une majorité de ce type, il faut l'organiser.

**Avez-vous peur pour la social-démocratie européenne, après les derniers résultats électoraux ?**

La social-démocratie est en péril ; et dans le même temps, elle doit relever un défi comme elle n'en a encore jamais affronté. La justice et la démocratie sont radicalement remises en question : la justice par l'évolution économique objective, et la démocratie par les dégâts collatéraux qui résultent de ces déséquilibres. On s'en prend aux piliers fondamentaux du mouvement social-démocrate. Le petit patron de bistrot paie ses impôts, mais la grande entreprise américaine dont le siège est à côté n'en paie pratiquement pas. Ça ne va pas, ça pousse les gens sur les baricades, et à juste titre. Introduire de la justice dans la mondialisation est donc un projet intrinsèquement social-démocrate.

**Que se passera-t-il si Marine Le Pen devient présidente en France ? L'UE existerait-elle encore ?**

Je ne crois pas que Marine Le Pen ait l'ombre d'une chance. La question n'est cependant pas tirée par les cheveux, comme nous avons pu le constater cette année au terme de quelques élections. Nous avons bien vu que les destructeurs ont le vent en poupe. Nous devons nous demander qui sont les gens qui votent pour le Front national et pourquoi ils le font. D'où viennent cette colère, cette déception, ce désespoir ? Ce ne sont tout de même pas seulement des gens qui vont mal. Ce sont parfois des gens qui ont de bonnes situations et qui ont peur d'un avenir incertain. Cette peur, on ne peut pas en débarrasser les gens en imitant des slogans irresponsables.

**Alors comment fait-on ?**

La constance d'Alexander Van der Bellen [*vainqueur écologiste de l'élection présidentielle autrichienne, le 2 décembre*] est un bon exemple. Il n'a pas cessé d'expliquer ce qui se passerait si Norbert Hofer [*le candidat de l'extrême droite*] l'emportait. Et il avait un message positif – un message pro-européen, d'ailleurs –, pas un message d'angoisse et d'exclusion comme son adversaire. Au bout du compte, cela lui a permis de mettre les gens de son côté. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
DANIEL BRÖSSLER ET THOMAS KIRCHNER  
(« SÜDDEUTSCHE ZEITUNG »)

Traduit de l'allemand  
par Olivier Mannoni

# Des pistes pour combattre le populisme

Comment renouveler l'offre politique en Europe? Six intellectuels livrent leurs idées

**Patrick Weil**

## «Réformer nos politiques de l'égalité»

La question des réfugiés ne peut plus se contenter d'ajustements techniques. L'Europe a été mise en accusation, alors qu'elle a fait beaucoup plus, comparée aux Etats-Unis, à l'Arabie saoudite ou à l'Australie, qui sont intervenus militairement dans la région, à la différence de l'Allemagne. C'est à l'échelle mondiale et non au plan européen qu'il faut repenser un système, fondé en 1951, sur le droit souverain des Etats d'admettre ou de refuser l'entrée aux demandeurs d'asile.

Sur le dossier syrien, on a attendu de l'Europe qu'elle ne gère que sa dimension humanitaire. Il fallait une conférence internationale sur la Syrie, une coopération dans tous les domaines de la crise, du militaire à l'humanitaire. Sur les questions de l'intégration des populations d'origine immigrée et de la diversité : au cœur du vote du Brexit et de l'élection de Donald Trump réside l'importance du principe d'égalité des conditions dont Tocqueville avait repéré qu'il était « le fait générateur dont chaque fait particulier semblait descendre ».

Pour de nombreux électeurs britanniques et américains, le sentiment de ne plus bénéficier de l'attention des politiques d'égalité, d'être abandonnés, a joué un rôle important. Mais ce principe d'égalité a suscité un deuxième problème, majeur :

¶

**Patrick Weil** est historien, auteur de plusieurs livres sur l'histoire de l'immigration et de la citoyenneté, chercheur à l'université Paris-1 et professeur invité à la faculté de droit de l'université Yale (Etats-Unis)

dès lors qu'il a bénéficié à des minorités ou à des immigrés, il a souvent été rejeté par ces scrutins. Dans toute l'Europe, on doit avoir conscience que le problème des politiques d'égalité est aussi le nôtre. On doit y remédier en les réformant, en veillant à ce qu'elles bénéficient aux citoyens les plus délaissés indépendamment de la couleur, de la peau ou de la religion. Trop souvent, aux Etats-Unis comme en Europe, les citoyens ne se sentent compatriotes que par le droit, pas par le sentiment. Trop souvent un passé homogène est mythifié. Qui se souvient qu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'historien français Ernest Lavisse parlait de la Prusse comme le seul exemple de « melting-pot » en Europe? Chacun de nos pays s'est construit autour de valeurs et de référents communs qu'il faut repérer et connaître. Mais il n'y a pas d'opposition entre ce qui nous unit et notre diversité. Il y a combinaison et composition.

Réformer nos politiques de l'égalité et mieux regarder en face notre histoire, celle qui peut les rassembler et les rendre plus compatriotes, voilà ce qui doit être notre tâche. ■

**Franziska Zanker**

## «Etendre les possibilités de migration légale»

La migration existera toujours. L'Europe elle-même a une longue histoire dans ce domaine. L'Union européenne peut jouer un rôle positif dans la maîtrise de cette crise. Pour ce faire, elle doit consacrer toutes ses forces à placer les faits au centre du débat. En rappelant, par exemple, que ce n'est pas l'Europe, mais les pays du Sud qui supportent la plus lourde charge dans cette crise, qu'ils ont donc besoin d'une aide extérieure d'urgence. Et que classer les migrants en réfugiés de guerre et réfugiés économiques a peu de sens – dans la majorité des cas, les raisons de la fuite sont mêlées.

En deuxième lieu, l'UE devrait étendre les possibilités de migration légale. Non seulement elle éviterait une traversée mortelle de la Méditerranée, mais elle procurerait des avantages aux Européens. Un exemple : dans le domaine des soins aux personnes âgées, l'Union pourrait attribuer des visas de formation combinés à l'autorisation de travailler ensuite quelques années en Europe. Cela comblerait des manques sur notre continent. En même temps, les pays d'origine profiteraient du retour de ces personnes bien formées. D'une manière générale, l'Europe devrait penser la migration en termes plus circulaires : les gens

viennent pour une période limitée, envoient de l'argent chez eux, repartent et reviennent peut-être encore une fois. Cela fait progresser les Etats d'origine et ôte à chaque immigrant la pression liée au fait de devoir rester en Europe à tout prix.

Troisième et dernier point, l'UE devrait repenser sa coopération avec les pays d'origine. Les droits de l'homme ne doivent pas jouer un rôle subalterne dans le dialogue avec les gouvernements des Etats d'origine, car leur violation est souvent une raison centrale de la fuite. Au-delà, on ne devrait pas collaborer avec les seuls gouvernements, mais aussi avec des institutions suprarégionales comme l'Union africaine, qui élabore aussi des programmes de maîtrise de la migration. Il faut également intégrer les administrations municipales et les institutions non gouvernementales. En Afrique, beaucoup de gouvernements ont peu d'influence en dehors de la capitale – or les causes de la fuite apparaissent souvent à la périphérie. ■

(Traduit de l'allemand par Olivier Mannoni)

¶

**Franziska Zanker** est chercheuse sur la paix et les conflits à l'Institut Arnold Bergstraesser de Fribourg

## Massimo Cacciari « Trouver de nouvelles alliances politiques »

Il est ridicule d'évaluer en termes quantitatifs un phénomène qui, pour l'Europe, terre d'émigration depuis toujours, est une nouveauté absolue du point de vue social, politique, économique, et donc du point de vue de la psychologie des masses – ce qui en soi engendre l'inquiétude. On ne peut pas ne pas considérer l'immigration comme un des aspects de la crise que nous traversons. L'histoire procède par discontinuités, et depuis la fin des années 1980, nous sommes entrés dans une « époque axiale », une de ces périodes qui séparent ; ici elle sépare l'ordre, même symbolique, de la guerre froide du désordre contemporain. Il ne s'agit pas seulement d'immigration. Sans trouver un nouvel équilibre et de nouvelles alliances politiques, nous n'en sortirons pas.

La mondialisation ne s'est jamais mieux portée qu'aujourd'hui. Elle n'est pas du tout en crise, elle règne sans partage. Ce qui est en crise, ce sont ses effets : ce qui a échoué, c'est plutôt la gestion éthique, ou politique, de la mondialisation. Mais tout cela remonte à la fin des années 1970, à l'effondrement des politiques d'Etat-providence sociales-démocrates, à la crise budgétaire des Etats, à Thatcher, à Reagan, à la spéculation financière, à la vic-



**Massimo Cacciari**  
est philosophe et ancien  
maire de Venise

toire d'une certaine conception du monde contre laquelle nous avaient mis en garde Paul Krugman ou Guido Rossi, mais à laquelle personne n'est arrivé à porter un coup d'arrêt, ni Blair, ni Clinton, ni les belles âmes convaincues que le salut peut venir de l'« open society », des Nations unies et du règne de la liberté qui devait advenir au terme de la guerre froide.

La réaction d'enfermement, face à cette crise, est compréhensible, mais infantile. Le processus est inéluctable. Le passé ne reviendra jamais plus. Il faut se soucier de l'ignorance populaire comme on le fait d'un enfant qui a peur du noir, mais dans le même temps, il faut de toute urgence chercher à dénouer cet écheveau politique. Les populismes, eux, instrumentalisent la peur, et c'est révoltant. Il est urgent d'élaborer une vision stratégique sur le devenir du monde, parce qu'il y a un risque que, du fait de l'accumulation des injustices, des inégalités et des conflits, survienne une troisième guerre mondiale, même accidentelle. ■

## Lionel Shriver « Tempérer l'idéalisme par du pragmatisme »

Si l'on accepte l'idée d'un recul de la gauche progressiste, que je trouve un peu excessive, ce recul est bien mérité et même tardif. La gauche n'a pas été à la hauteur sur l'immigration, en maintenant que tout questionnement de ces flux massifs était raciste et xénophobe. Cela revient à montrer du doigt et à insulter quiconque émet des doutes sur les arguments économiques avancés pour justifier la migration de masse.

La gauche prône la générosité, alors que ses élites vivent rarement dans les zones où l'impact des nouveaux arrivants est le plus fort : pour les progressistes aisés, l'immigration se résume souvent à une exquise variété de restaurants exotiques.

Ce qui détourne les gens de la gauche, c'est cette idée que tous les « honnêtes gens » doivent être en accord ipso facto, et que si vous n'êtes pas d'accord, vous êtes le mal (où, comme dirait Hillary Clinton, « minable »). La gauche a une longue histoire de bien-pensance : on considère que l'on y a le monopole de la vertu. Dernièrement, cette

conviction a encouragé les gauchistes à devenir toujours plus véhéments, toujours plus catégoriques et toujours plus intolérants les uns envers les autres.

La gauche doit tempérer son idéalisme avec du pragmatisme ; fonder l'argumentaire pro-immigration sur de solides bases économiques, et commencer par plaider en faveur d'une politique *légitime* d'immigration plus souple, plus facile, moins chère et plus hospitalière, susceptible d'attirer des travailleurs qualifiés dans des domaines souffrant de pénuries. Elle devrait faire appel à l'intérêt national plutôt que de recourir au sentimentalisme pro-diversité.

Le pragmatisme exigerait également d'abandonner le fantasme selon lequel si l'on envoyait simplement ce sacré 1 % [la part de la population la plus riche] aux oubliettes en le taxant à fond et si l'on étranglait toutes ces entreprises sataniques, alors, tous les autres, nous pourrions avoir la santé gratuite, des maisons de retraite et des soins à domicile gratuits, des crèches gratuites et un revenu universel garanti pour l'éternité. Réduire les déficits par des augmentations d'impôts frapperait inévitablement les classes moyennes.

Quant au changement climatique, la gauche doit trouver des arguments positifs : ceux qui maîtriseront la prochaine génération des technologies des énergies non fossiles gagneront le gros lot. ■



**Lionel Shriver** est une romancière américaine installée en Grande-Bretagne et auteure notamment d'« Il faut qu'on parle de Kevin » (Belfond, 2006) et de « Big Brother » (J'ai lu, 2016)

## Christophe Guilluy « Sortir de la posture de supériorité morale »

En Europe comme aux Etats-Unis, la contestation émerge sur les territoires les plus éloignés des métropoles mondialisées. La « France périphérique » est celle des petites villes, des villes moyennes et des zones rurales. Et c'est aussi la « Grande-Bretagne périphérique » qui a voté pour le Brexit.

Attention : il ne s'agit pas d'un rapport entre « urbains » et « ruraux ». La question est avant tout sociale, économique et culturelle. Ces territoires illustrent la sortie de la classe moyenne des catégories qui en constituaient hier le socle : ouvriers, employés, petits paysans, petits indépendants. Ces catégories ont joué le jeu de la mondialisation, elles ont même au départ soutenu le projet européen. Cependant, après plusieurs décennies d'adaptation aux normes de l'économie-monde, elles font le constat d'une baisse ou d'une stagnation de leur niveau de vie, de la précarisation des conditions de travail, du chômage de masse et, in fine, du blocage de l'ascenseur social.

Sans régulation d'un libre-échange qui défavorise prioritairement ces catégories et ces territoires, le processus va se poursuivre. C'est pourquoi la priorité est de favoriser le déve-



**Christophe Guilluy** est géographe. Il a écrit « *Le Crépuscule de la France d'en haut* » (Flammarion, 2016)

loppement d'un modèle économique complémentaire (et non alternatif) sur ces territoires qui cumulent fragilités socio-économiques et sédentarisation des populations. Cela suppose de donner du pouvoir aux élus et collectivités de ces territoires.

En adoptant le système économique mondialisé, les pays développés ont accouché de son modèle sociétal : le multiculturalisme. En la matière, la France n'a pas fait mieux (ni pire) que les autres pays. Elle est devenue une société américaine comme les autres, avec ses tensions et ses paranoïas identitaires.

Il n'y a pas d'un côté ceux qui seraient dans l'ouverture et de l'autre ceux qui seraient dans le rejet. Si les catégories supérieures et éduquées ne basculent pas dans le populisme, c'est parce qu'elles ont les moyens de la frontière invisible avec l'Autre. Ce sont d'ailleurs elles qui pratiquent le plus l'évitement scolaire et résidentiel. La question du rapport à l'autre ne se pose donc pas seulement aux catégories populaires.

Poser cette question comme universelle est un préalable si l'on souhaite faire baisser les tensions. Cela implique de sortir de la posture de supériorité morale que les gens ne supportent plus. J'avais justement conçu la notion d'insécurité culturelle pour montrer que, notamment en milieu populaire, ce n'est pas tant le rapport à l'autre qui pose problème qu'une instabilité démographique qui induit la peur de devenir minoritaire et de perdre un capital social et culturel très important. ■

## Tony Travers « Dire les choses franchement »

La question de l'immigration est un des sujets avec lesquels la gauche doit se réconcilier : la moitié croit en un internationalisme des frontières ouvertes, l'autre serre les dents et accepte que le noyau dur de son électorat veuille un contrôle plus strict de la circulation des personnes.

En Grande-Bretagne, comme dans bien d'autres endroits, les politiques de tous horizons semblent avoir perdu confiance en eux. Du coup, en tentant de séduire le plus grand nombre de gens possible, ils finissent par promettre beaucoup plus qu'ils ne devraient et par accomplir beaucoup moins qu'ils ne devraient.

Si la gauche veut avoir une chance, elle doit dire les choses franchement et admettre que, si l'on veut plus de fonds pour la santé publique, plus de crédits pour l'aide sociale, plus d'argent pour l'aide au développement international, les impôts augmenteront, et pas seulement pour les riches.

La gauche serait-elle prête à se battre pour une hausse des impôts, y compris pour la classe moyenne ? J'en doute fort. Mais un parti politique capable de formuler la réalité gagnerait au moins des points pour son honnêteté, même s'il peut y perdre en popularité pendant un moment.

La gauche subit une grosse pression pour proposer des



**Tony Travers**  
est professeur  
d'administration publique  
à la London School  
of Economics

politiques attrayantes et convaincantes qui ne repoussent pas l'électorat centriste. C'était tout le génie de Tony Blair : il a pu, mieux qu'aucun autre dirigeant travailliste dans l'Histoire, convaincre les électeurs centristes qu'il était de leur côté. Mentionner le nom de Blair est mal vu aujourd'hui, mais le Labour ne fera jamais oublier que la capacité de Blair à gagner les élections est inégalée.

Pour le Labour, l'idée d'impliquer l'Etat dans le fonctionnement des entreprises privées pourrait être relativement populaire si c'est pour défendre les consommateurs, et à condition que ce ne soit pas perçu comme une vague de nationalisations. Il faut convaincre le public que l'on intervient uniquement pour améliorer la vie des gens – pas juste pour étendre la mainmise de l'Etat.

Finalement, la plupart des gens qui votent ne s'intéressent pas à la politique. Le Labour ne doit pas se laisser définir par les marginaux du parti. C'est en pensant en termes d'intérêt public, plutôt qu'en termes d'intérêts de sections, que les partis politiques parviennent au pouvoir. ■